**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 19 février 2019

CP2019_02_4
id. 4380

L'an deux mille dix neuf, le dix neuf février, les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Christian ASTRUC, Président du Conseil Départemental.

Présents :

M. ASTRUC, M. BEQ, M. BESIERS, Mme CABOS, M. DEPRINCE, M. DESCAZEAX, M. HEBRARD, Mme JALAISE, Mme MAURIEGE, Mme NEGRE, Mme RIOLS, Mme SARDEING-RODRIGUEZ

Absent(s) représenté(s) :

Mme DEBIAIS (pouvoir à Mme MAURIEGE), M. HENRYOT (pouvoir à M. HEBRARD), Mme LE CORRE (pouvoir à M. DEPRINCE), M. MARDEGAN (pouvoir à M. ASTRUC), M. WEILL (pouvoir à Mme NEGRE)

Absent(s) :

M. ALBUGUES, Mme FERRERO

Nombre de membres de la Commission Permanente : 19

Quorum : 10

Le quorum légal étant atteint, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

**MISE EN ŒUVRE DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE
DES AIDES À LA PIERRE**

La loi du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales, a organisé, en ses articles 61 à 65, le transfert ou la délégation vers les collectivités locales, de compétences incombant antérieurement à l'Etat dans le domaine de l'aide à

la personne, transférée au 1^{er} janvier 2005, et de l'aide à la pierre, déléguée au 1^{er} janvier 2006.

S'agissant de l'aide à la pierre, la collectivité a décidé d'exercer la délégation de compétence et a approuvé les conditions de sa mise en œuvre par la signature, le 4 mai 2018, d'une convention globale de délégation de compétence de 6 ans avec l'État, et une convention avec l'Anah pour les logements privés conventionnés signée le 1^{er} juin 2018.

Bilan de la programmation 2018 :

Pour l'année 2018, le financement de la production de logements sociaux par l'Etat se déclinait comme suit :

	Zone 2	Zone 3	Zone 4
Montant forfaitaire par PLAI	6 200 €	5 400 €	5 000 €

Hors Albias, Grisolles, Labastide-Saint-Pierre, Léojac, Montech, Pompignan, Saint-Etienne-de-Tulmont et Verdun-sur-Garonne situées en zone 2, les communes du territoire de délégation du Conseil départemental sont majoritairement en zones 3 et 4. Le Département de Tarn-et-Garonne est considéré comme étant en zones moyennement tendues et non tendues.

En supplément de ces montants forfaitaires par classes de tension, il est accordé un bonus aux opérations s'inscrivant dans les cas particuliers suivants, cumulables entre eux :

- 1 000 euros pour la production de logements situés sur les communes concernées par la loi SRU,
- 900 euros pour chaque logement faisant l'objet d'une acquisition-amélioration,
- 500 euros pour les PLAI structure et les PLAI adaptés considérés comme prioritaires.

Lors du vote du budget primitif 2018, le Conseil départemental a retenu des autorisations de programme concernant le parc social public, pour lequel il convient d'engager la programmation définitive au titre de 2018.

C'est pourquoi Monsieur le Président soumet à la commission permanente pour approbation, la liste des opérations ayant fait l'objet d'une décision favorable de l'Etat au titre de la programmation 2018 jointe en annexe sous forme de tableau récapitulatif.

Cette programmation 2018 est établie sur la base d'opérations nouvelles conduisant à la construction ou à l'amélioration de logements pour lesquelles une subvention de l'Etat de 244 200 € est attendue.

Ces subventions seront prélevées sur les crédits de paiement afférents aux autorisations de programme 2018 :

1 - Organismes publics : article 2041782 sous-fonction 72 (APPB)

* Autorisation de programme 2018	227 900,00 €
* Engagement à ce jour	0,00 €
* Engagement à la présente commission	207 000,00 €
* Disponible	20 900,00 €

2 - Organismes privés : article 20422 sous-fonction 72 (APPR)

* Autorisation de programme 2018	62 000,00 €
* Engagement à ce jour	0,00 €
* Engagement à la présente commission	37 200,00 €
* Disponible	24 800,00 €

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du conseil départemental du 28 avril 2015 portant délégation d'attributions à la commission permanente,

Vu la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (articles 61 à 64),

Vu la délibération de la commission permanente du 4 mai 2018 relative à la signature du renouvellement de la convention de délégation des aides à la pierre entre l'État et le Département,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve, dans le cadre de la délégation de l'aide à la pierre 2018, la liste ci-annexée des opérations ayant fait l'objet d'une décision favorable de financement de l'État, soit 145 logements et une subvention de l'État s'élevant à 244 200 € ;
- Précise que les dépenses correspondantes seront prélevées sur les imputations budgétaires suivantes :
 - Organismes publics : article 2041782 sous-fonction 72 (APPB)..... 207 000 €
 - Organismes privés : article 20422 sous-fonction 72 (APPR)..... 37 200 €

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

Christian ASTRUC